



Doc. 16312

22 décembre 2025

Élection de juges à la Cour européenne des droits de l'homme

Liste et curriculum vitae des candidats présentés par le Gouvernement de Chypre

Communication

Secrétaire Général·e de l'Assemblée parlementaire

1. Liste et curriculum vitae des candidats présentés par le Gouvernement de Chypre¹

Lettre de M. George S. Yiangou, Ambassadeur, Représentant permanent de Chypre auprès du Conseil de l'Europe, à M^{me} Despina Chatzivassiliou, Secrétaire Générale de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, en date du 8 décembre 2025.

[...]

Madame la Secrétaire Générale,

Nouvelle liste de candidats à l'élection d'un juge à la Cour européenne des droits de l'homme au titre de Chypre

J'ai l'honneur de vous soumettre ci-après, au nom du Gouvernement de la République de Chypre, les noms des trois candidats à l'élection du juge à la Cour européenne des droits de l'homme au titre de Chypre, à la suite du retrait de M^{me} Elena Efrem, pour que vous donniez les suites nécessaires:

- M. Nicholas EMILIOU
- M^{me} Natasa MAVRONICOLA
- M^{me} Margarita PAPANTONIOU

Veuillez noter que les noms sont présentés par ordre alphabétique. Les curriculum vitae des trois candidats sont annexés.

En ce qui concerne la procédure nationale suivie pour la sélection des trois candidats, je souhaite vous informer que la nomination des candidats s'appuie sur la procédure prédéterminée qui avait été exposée en détail dans la correspondance officielle précédente relative à la liste initiale de candidats².

Il convient de préciser que le nouveau candidat proposé par le Gouvernement de la République de Chypre, à la suite du retrait de M^{me} Efrem, était le suivant sur la liste des candidats, telle qu'évaluée et classée par l'organe de sélection, et que le Président de la République de Chypre a pleinement approuvé les recommandations et l'évaluation de l'organe de sélection dans ce cas également.

[...]

1. Les curriculum vitae ont été transmis par le Gouvernement de Chypre en anglais et en français.

2. Voir «Élection de juges à la Cour européenne des droits de l'homme – Liste et curriculum vitae des candidates présentées par le Gouvernement de Chypre», [Doc. 16233](#) partie 2.



Annexe 1 – Curriculum vitae de M. Nicholas EMILIOU

I. État civil

Nom, prénom: EMILIOU, Nicholas

Sexe: masculin

Date et lieu de naissance: le 14 juin 1963 à Famagouste, Chypre

Nationalité: chypriote

II. Formation et diplômes académiques et autres qualifications

- Licence en droit – Faculté de droit, Ethiko & Kapodistriako Panepistimio, Athènes, Grèce, 1986.
- LL.M. (droit européen) – London School of Economics and Political Science, 1987.
- Doctorat (droit européen) – University College London, 1991.

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités judiciaires

Avocat général à la Cour de justice de l'Union européenne (depuis le 7 octobre 2021).

En tant qu'avocat général, je suis membre de la Cour de justice de l'Union européenne et j'exerce mes fonctions dans les mêmes conditions que les juges. En vertu de l'article 252, paragraphe 2, du TFUE: «L'avocat général a pour mission de présenter en audience publique, en toute impartialité et indépendance, des conclusions motivées sur les affaires qui, conformément au statut de la Cour de justice de l'Union européenne, requièrent son intervention».

Dans ce contexte, j'ai rendu environ 80 conclusions motivées sur un large éventail de questions juridiques, dont certaines touchent aux droits fondamentaux: interprétation des dispositions de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (y compris le droit à un recours effectif/à un procès équitable/ne bis in idem); droit à la liberté d'expression; l'asile et l'immigration (statut de réfugié, procédures d'octroi et de retrait de la protection internationale/apatrides/pays tiers sûr); protection des données à caractère personnel/droit d'accès aux données; coopération judiciaire en matière pénale/mandat d'arrêt européen; les principes généraux du droit de l'Union européenne (principalement la sécurité juridique et la proportionnalité; l'indépendance judiciaire et la promotion des juges; la procédure de nomination des juges pour les tribunaux de l'Union européenne; la légalité des mesures restrictives nationales face à la Covid; la liberté d'établissement des Églises et des communautés religieuses).

J'ai également traité d'autres questions relatives au droit communautaire, notamment les pouvoirs des institutions de l'Union européenne dans l'élaboration des actes juridiques; la protection de l'identité nationale; la politique sociale; le droit de la concurrence et les fusions; le Brexit; l'accord de Schengen; le rapprochement des législations (protection de la santé humaine et animale); les limitations à la libre prestation de services; la coopération judiciaire en matière civile; le droit international privé/l'exécution des jugements civils; exécution des décisions en matière matrimoniale/retour de l'enfant; effet direct horizontal des directives; protection des consommateurs/déloyauté des clauses contractuelles; sécurité sociale; fiscalité/libre circulation des capitaux; banques/contrôle prudentiel des banques; libre circulation des travailleurs/reconnaissance des qualifications professionnelles; droits des passagers aériens/annulation du vol/rapatriement pour cause de Covid; brevets pour les médicaments.

b. Description des activités juridiques non judiciaires

- 10/1988- 9/1991: Attaché de recherche en droit de la CEE (University College London).
- 10/1991-8/1993: Chargé de cours en droit européen (Université de Southampton).
- 9/1993-9/1994: Maître de conférences en droit européen (Queen Mary & Westfield College, Université de Londres).
- 9/1995-9/1997: Chaire Jean Monet sur l'intégration européenne (Université de Durham).

- 7/1994-7/1997: Honorary Senior Research Fellow (Centre for the Law of the European Union – University College London).
- 7/1994-3/1997: Conseiller spécial en droit de l'Union européenne auprès du ministre des Affaires étrangères, ministère des Affaires étrangères, Nicosie, Chypre.
- Conseiller juridique de l'équipe de négociation chypriote grecque dans les pourparlers pour la solution du problème chypriote sous les auspices du SG de l'ONU (1997, 2003-2004, 2010-2013).
- Conseiller spécial du procureur général pour les affaires portées devant la Cour européenne des droits de l'homme (1995-2001).

c. Description des activités professionnelles non juridiques

- 3/1997-6/1998: Ministre plénipotentiaire, division Union européenne, ministère des Affaires étrangères, Nicosie.
- 7/1998-6/1999: Délégué permanent adjoint de Chypre auprès de l'Union européenne, Bruxelles.
- 7/1999-8/2002: Ambassadeur plénipotentiaire et extraordinaire de la République de Chypre en Irlande.
- 4/2000: Promu au rang d'ambassadeur de Chypre.
- 8/2002-9/2004: Représentant permanent de Chypre auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg.
- 6/2004-7/2008: Représentant permanent de Chypre auprès de l'Union européenne, Bruxelles.
- 8/2008-3/2012: Secrétaire permanent, ministère des Affaires étrangères, Nicosie.
- 4/2012-2/2017: Représentant permanent de Chypre auprès des Nations unies, New York.
- 3/2017-10/2021: Représentant permanent de Chypre auprès de l'Union européenne, Bruxelles.

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

Mon expérience dans le domaine des droits de l'homme reflète un engagement profond dans la pratique juridique, l'éducation, la recherche et la défense des droits.

En tant qu'avocat général, j'ai rendu des conclusions sur des questions touchant aux droits fondamentaux en vertu du droit de l'Union européenne, notamment la politique d'asile et d'immigration et la protection des données, en établissant un lien entre le droit de l'Union européenne et les critères de référence de la CEDH tels qu'interprétés par la Cour européenne des droits de l'homme.

Au cours de ma carrière diplomatique, j'ai occupé des postes diplomatiques importants qui touchaient directement ou indirectement à la politique des droits de l'homme. En tant que représentant permanent auprès du Conseil de l'Europe, j'ai présidé le groupe de rapporteurs sur les droits de l'homme (GR-H) du Comité des représentants des ministres (2003-2004) et participé au Comité des représentants des ministres (DH), supervisant l'exécution des arrêts de la CEDH. J'ai également agi en tant que délégué auprès de l'agent du gouvernement dans les procédures devant la Cour. De plus, j'ai été membre de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) de 1994 à 1997. J'ai également fait partie de l'équipe juridique constituée par le *attorney général* de l'époque pour traiter l'affaire déterminante *Loizidou*, et le *quatrième recours interétatique Chypre c. Turquie* devant la Cour. En tant que représentant permanent auprès de l'Union européenne, j'ai participé activement à des discussions de haut niveau sur l'État de droit, la démocratie, la politique d'asile et les droits fondamentaux dans le cadre des délibérations et de l'élaboration des politiques du Conseil de l'Union européenne.

À l'ONU, je me suis occupé de questions relatives aux droits de l'homme et au droit international et j'ai participé au dialogue diplomatique mondial sur les thèmes des droits de l'homme et de l'État de droit.

Au-delà de mes fonctions officielles, mes travaux universitaires et professionnels dans le domaine du droit européen visent à contribuer au cadre juridique conceptuel qui sous-tend les droits de l'homme. Dans mes conclusions sur la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, j'ai délibérément cherché à établir un lien entre le droit de l'Union européenne, la protection des droits de l'homme et le raisonnement judiciaire.

V. Activités publiques

a. Postes dans la fonction publique

Néant.

b. Mandats électifs

Néant.

c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique

Néant.

VI. Autres activités

- Président du Comité des Nations unies sur les relations avec le pays d'accueil (2012-2017).
- Coprésident de la 17e réunion du processus consultatif informel ouvert à tous des Nations unies sur les océans et le droit de la mer (2016).
- Président du Comité spécial de la Charte des Nations unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (2016-2017).
- Vice-président de la 69e session de l'Assemblée générale des Nations unies (2014-2015). A exercé périodiquement les fonctions de président par intérim de l'Assemblée générale.
- Membre du panel de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (30/11/1995-16/05/2016).
- Membre de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, Conseil de l'Europe (1994-1997).
- Président du groupe de rapporteurs sur les droits de l'homme (GR-H) du Comité des Délégués des Ministres, Conseil de l'Europe (2003-2004).

VII. Travaux et publications

J'ai écrit et fait éditer plus de trente livres, articles dans des revues juridiques à comité de lecture, chapitres de livres, critiques de livres et commentaires sur des affaires dans divers domaines du droit. Vous trouverez ci-dessous une liste indicative:

1. Livres (écrits et édités)

- *Constitutional and Institutional Law of the European Union* (London: University of London External Programme Publications, 1995)
- *EU LAW: LL.B.* (London: University of London External Programme Publications, 1996)
- *The Principle of Proportionality in European Law: A Comparative Study* (London: European Monographs, Kluwer, 1996) – 2ème édition prévue pour septembre 2025.
- *The European Union and World Trade Law – After the Uruguay Round*, Ed. N. Emiliou & D. O'Keeffe (London: Wiley, 1996)
- *Legal Aspects of Integration in the European Union*, Ed. N. Emiliou & D. O'Keeffe (London: Kluwer, 1997).

2. Chapitres de livres

- "The European Convention on Human Rights and the Draft Treaty establishing a Constitution for Europe" in *Neue Europäische Union, Societas Iuris Publici Europaei & Societas Graeca Iuris Publici Comparativa*; Julia Iliopoulos-Strangas & Hartmut Bauer (ed.) 2006, pp. 41-56.
- "The Impact of EU Accession on the Legal Order of Cyprus" in *The Impact of EU Accession on the Legal Orders of New EU Member states and (Pre-)Candidate Countries: Hopes and Fears*; Al. Kellermann et al (ed.), (The Hague: T.M.C. Asser Press, 2006) pp. 303-311.

3. Articles

- “Subsidiarity: an effective barrier against “the enterprises of ambition”?” 17 European Law Review (1992) 383-407. “Opening Pandora’s Box: the legal basis of community measures before the Court of Justice” 19 European Law Review (1994) 488-507.
- “The Prohibition of the Use of Force in the Cyprus Problem” 10-11 Modern Greek Studies Yearbook, University of Minnesota (1994-1995) 171-203.
- “Strategic Export Controls, National Security and the Common Commercial Policy” 1 European Foreign Affairs Review (1996) 55-78.

VIII. Langues

Langue	Français	Anglais	Grec
Lecture	Avancé	Avancé	Langue maternelle
Écrit	Intermédiaire	Avancé	Langue maternelle
Parlé	Bien	Avancé	Langue maternelle
Comment avez-vous appris	Formation	Formation	Langue maternelle

IX. Autres éléments pertinents

Parallèlement à mes fonctions diplomatiques, j’ai été conseiller juridique auprès de trois présidents de la République de Chypre sur des questions de droit européen et de droit international public dans le cadre des pourparlers visant à résoudre le problème chypriote, préparant environ 200 documents d’information juridique pour les besoins de la négociation.

J’estime que mes réalisations juridiques et diplomatiques avérées, ainsi que mon intérêt et mon implication continus pour les questions juridiques, font de moi la personne idéale pour le poste à pourvoir. J’ai toujours été attiré par la perspective d’une opportunité de servir à la Cour européenne des droits de l’homme. Je pense que ce poste me permettrait d’utiliser ma formation, mon expérience et mes compétences de la manière la plus stimulante possible sur le plan intellectuel.

X. Amélioration des compétences linguistiques

Au cas où vous n’auriez pas le niveau de compétence linguistique requis pour exercer la fonction de juge dans une langue officielle, veuillez confirmer votre intention, si vous êtes élu juge à la Cour, de suivre des cours de langue intensifs dans la langue concernée avant de prendre vos fonctions ainsi que, si besoin est, au début de votre mandat.

Oui, je confirme

XI. Résidence à Strasbourg

Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg si vous êtes élu juge à la Cour.

Oui, je confirme

Annexe 2 – Curriculum vitae de Mme Natasa MAVRONICOLA

I. État civil

Nom, prénom: MAVRONICOLA, Natasa

Sexe: féminin

Date et lieu de naissance: le 21 septembre 1985 à Nicosie, Chypre

Nationalité: chypriote

II. Études et diplômes, et autres qualifications

2014: Doctorat en droit, Université de Cambridge.

Titre de la thèse: 'Delimiting the Absolute: The Nature and Scope of Article 3 of the European Convention on Human Rights' («Délimiter l'absolu: la nature et la portée de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme»).

Direction: Professeur David Feldman KC FBA.

Jury: Pr. Liora Lazarus (Université d'Oxford) et Pr. Mark Elliott (Université de Cambridge).

2010: Reçue au **barreau de Chypre**: mention très honorable (Άριστα), première place aux examens nationaux.

Cours suivis: Article 146 (droit administratif); contentieux civil; délits civils; droit des sociétés; droit constitutionnel; droit des contrats; tribunaux/avocats/éthique; droit pénal; contentieux pénal; preuves.

2009: Cours de pratique juridique Linklaters, College of Law (examen de qualification des avocats), avec mention.

2008: BCL (maîtrise en droit), Université d'Oxford, avec mention, lauréat du prix Bruce Reynolds pour la meilleure note du Worcester College au BCL et du **prix Worcester College** pour la mention au BCL.

2007: LLB (Hons), University College de Londres, mention très honorable, liste d'excellence et lauréate de la médaille et du prix Andrews de la faculté de droit pour la meilleure note au diplôme LLB et du **prix Agha Abdur-Rashid** pour une note globale élevée dans les études de premier cycle.

2004: Diplômée de l'école **anglaise de Nicosie**. *Niveau avancé (A Levels):* Grec classique, littérature anglaise, français, histoire, mathématiques, grec moderne (tous A). *Niveau auxiliaire avancé (AS Level):* Économie, A.

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités judiciaires

Sans objet

b. Description des activités juridiques non judiciaires

Activités en tant que professeur de droit:

1. Postes d'enseignement et de recherche (permanents et à temps plein)

Depuis août 2022: Professeur titulaire du droit des droits de l'homme, Faculté de droit de Birmingham, Université de Birmingham.

Chargée de cours tels que les Approches décoloniales des concepts juridiques, le droit européen des droits de l'homme, les droits de l'homme et la justice pénale, et le droit international des droits de l'homme. Direction de cinq doctorats jusqu'à leur terme.

Août 2019 – juillet 2022: Chargée de cours (Reader), Faculté de droit de Birmingham, université de Birmingham.

Septembre 2016 – août 2019: Maître de conférences (Senior Lecturer), Faculté de droit de Birmingham, Université de Birmingham.

Juillet 2013 – septembre 2016: Maître de conférences (Lecturer), Faculté de droit de l'Université Queen's de Belfast.:

2. Postes d'enseignement et de recherche (à temps partiel ou en tant qu'invitée)

Octobre 2016 – 2024: Conférencière invitée, Université d'Oxford.

Juillet 2023: Conférencière, cours d'été Koufa sur le *droit international et les droits de l'homme*, Fondation Kalliopi Koufa, Thessalonique.

Octobre – novembre 2021 et 2022: Faculté des études de la diaspora, Université de Chypre.

Juin 2013 – juin 2015: Professeure invitée en *droit administratif anglais*, Université d'Osnabrück.

Août 2012 – octobre 2012: Doctorante visiteur à Harvard Law School.

Octobre 2011 – janvier 2013: Assistante d'enseignement diplômée en *libertés civiles et droits de l'homme* (LLM), Université de Cambridge.

Octobre 2010 – décembre 2012: College Tutor en *droit constitutionnel et droit administratif*, Université de Cambridge.

Septembre 2008 – août 2012: Chargée d'enseignement en *droit public* et en *droits de l'homme*, Faculté de droit de l'UCL.

3. Activités de la communauté de recherche

- Comité de rédaction, Europe des droits et libertés (2023 – à ce jour); Human Rights Law Review (2021 – à ce jour); Cyprus Human Rights Law Review (2014 – 2015).
- Examinatrice externe pour les cours sur *les droits de l'homme* (premier et deuxième cycles), Université de Galway (depuis 2021) et Université de Nottingham (depuis 2022).
- Membre du réseau britannique pour l'interdiction de la torture et de la Society of Legal Scholars.
- Associée, Oxford Human Rights Hub.

4. Activités en tant que juriste

2010 – 2012: Avocate stagiaire chez Chryssafinis & Polyviou LLC (droit pénal et droit public): pratique du droit pénal et du droit public; avocate stagiaire pour la défense dans une affaire d'homicide involontaire.

c. Description des activités professionnelles non juridiques

Sans objet

d. Autres activités professionnelles

Échange de connaissances – Sélection d'activités

- Conférencière invitée, «Dialogue entre la Cour Européenne des Droits de l'Homme et la Doctrine», Université de Strasbourg, 25 avril 2025.
- Présentation (keynote), «Human Rights and Coercion», conférence de LaW Network, Nantes Université, 6 au 7 mai 2024.
- Conférencière invitée, «Writing Articles/Books in the Law of the ECHR», Akademie für europäischen Menschenrechtsschutz, Université de Cologne, 26 février 2024.
- Conférencière invitée, «Strip Searches through the Lens of the Prohibition of Inhuman and Degrading Treatment», conférence de la Société européenne de criminologie, 7 septembre 2023.
- Organisatrice et conférencière, «Minimalisme ou Maximalisme? Défis et orientations futures dans l'interprétation de la Convention européenne des droits de l'homme», webinaire, 8 juin 2022.

- Lancement du livre et discussion, «(Re)Interpreting Article 3 ECHR: Whither the Absolute Right against Ill-Treatment?», Université de Strasbourg, 10 mars 2022.
- Présentation (keynote), «The Future is a Foreign Country: Climate Change and (Real Risk of) Ill-Treatment under Article 3 ECHR», conférence de la Society of Legal Scholars, Human Rights Section, 31 août 2021.
- Conférencière invitée, «Positive Obligations in Crisis», webinaire sur les *droits de l'homme à l'ère du coronavirus*, 7 avril 2020.
- Conférencière invitée, Atelier de la British Academy «The Unpopular (and) Article 3 ECHR, *What has the ECHR Ever Done for the UK*», 27 novembre 2018.
- Conférencière invitée, Académie de Genève «Policing of Assemblies: Use of Force and Accountability: conference with UN stakeholders», 1 au 2 mai 2017.
- Contributrice invitée sur l'interdiction de la torture à Chypre, *Réunion d'experts européens sur le droit et la pratique de l'interdiction de la torture*, Centre européen pour les droits constitutionnels et humains, 25 au 27 novembre 2011.

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

Je travaille principalement dans le domaine des droits humains et presque toutes mes activités professionnelles y sont liées. Mon master à l'Université d'Oxford portait sur les droits humains et le droit international, et mon doctorat à l'Université de Cambridge examinait en détail l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme. Depuis plus de quinze ans, je mène des recherches et j'enseigne sur de nombreux aspects du droit des droits humains aux niveaux national, régional et international, en me concentrant particulièrement sur la Convention européenne des droits de l'homme. J'ai dispensé des cours sur les droits humains à l'Université Queen's de Belfast, à l'Université de Birmingham, à l'Université de Cambridge, à l'University College de Londres, à l'Université de Chypre, à l'Université d'Oxford et dans d'autres établissements. Mes publications en droit des droits humains couvrent divers sujets, allant de l'interprétation des droits absolus à la délimitation des obligations positives et aux différentes facettes de la relation entre les droits humains et la justice pénale.

J'ai présenté mes recherches sur les droits humains sur invitation auprès d'institutions universitaires et politiques, ainsi que lors de nombreuses conférences internationales. J'ai fait partie du comité de rédaction de la *Cyprus Human Rights Law Review* et de la *Human Rights Law Review*, et je suis évaluatrice pour plusieurs revues spécialisées en droits humains, dont l'*ECHR Law Review*, l'*European Human Rights Law Review* et le *Nordic Journal of Human Rights*. J'ai organisé de nombreuses conférences et ateliers sur les droits humains et je suis membre fondatrice du réseau pour la justice transitionnelle et les droits humains, créé par l'Université de Birmingham et l'Université de l'Illinois Urbana-Champaign en 2025.

Outre mes activités universitaires dans ce domaine, j'ai offert des services de conseil en droit des droits humains auprès de différents acteurs. Parmi ceux-ci figuraient le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture, le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants, le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, ainsi que plusieurs avocats et organisations de la société civile impliqués dans des litiges ou des enquêtes sur des questions spécifiques relatives aux droits humains.

V. Activités publiques

a. Charge publique

Sans objet

b. Postes électifs

Sans objet

c. Postes occupés au sein d'un parti ou d'un mouvement politique

Sans objet

VI. Autres activités

a. Domaine

Travaux de consultation pour les Nations Unies et le Conseil de l'Europe sur le droit de ne pas être soumis à la torture ou à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et son application dans divers contextes, en particulier:

- en tant que conseillère spéciale du rapporteur spécial des Nations unies sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Nils Melzer.
- dans le cadre des travaux relatifs à la préparation et au compte rendu d'une table ronde organisée par la Grèce et le Conseil de l'Europe sur le thème «Professional Policing: Roles and Responsibilities of National Actors in relation to the (Ill-)Treatment of Apprehended Persons in Greece», impliquant diverses parties prenantes clés, y compris des procureurs de haut rang, des officiers de police, des représentants du gouvernement, le rapporteur spécial des Nations unies sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, et des fonctionnaires du Conseil de l'Europe.

b. Durée

- Œuvré en tant que conseillère spéciale du rapporteur spécial des Nations unies sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants de mars 2017 à juillet 2019, et de janvier 2021 à juin 2021.
- Entreprise d'un travail de consultance pour le Conseil de l'Europe de novembre 2017 à janvier 2018 et à nouveau de janvier 2019 à avril 2019 en préparant une table ronde sur la police professionnelle et le (mauvais) traitement des personnes appréhendées en Grèce, en y participant et en rédigeant un compte-rendu.

c. Fonctions

Travaux thématiques du rapporteur spécial des Nations unies sur la torture, Nils Melzer:

1. En tant que conseillère spéciale du rapporteur, mes fonctions consistaient à engager des consultations bilatérales et multilatérales et à aider le rapporteur à rédiger les six rapports thématiques suivants (soumis à l'Assemblée générale des Nations unies et au Conseil des droits de l'homme des Nations unies):

- rapport thématique sur le recours à la force hors détention (Doc. des Nations unies A/72/178);
- rapport thématique sur la torture liée aux migrations (Doc. des Nations unies A/HRC/37/50);
- rapport thématique sur les réalisations et les défis de l'interdiction absolue de la torture 70 ans après la Déclaration universelle des droits de l'homme (Doc. des Nations unies A/73/207);
- rapport thématique sur les liens entre la torture et la corruption (Doc. des Nations unies A/HRC/40/59);
- rapport thématique sur la violence domestique (Doc. des Nations unies A/74/148);
- rapport thématique sur l'obligation de rendre compte des actes de torture et autres mauvais traitements (Doc. des Nations unies A/76/168).

2. Consultation sur les mauvais traitements infligés par les policiers pour le Conseil de l'Europe (2017 – 2019):

Dans le cadre d'un contrat avec le Conseil de l'Europe, préparation d'une note de réflexion et d'un rapport de suivi sur le (mauvais) traitement des personnes appréhendées en Grèce et sur les moyens d'éradiquer les schémas de torture et de mauvais traitements et participation à une table ronde des parties prenantes sur ces questions à Athènes en janvier 2019.

VII. Sélection de publications et autres travaux

[Publications totales: 2 livres, 24 articles et chapitres de livres, 10 articles de blog, 15 rapports.]

1. Livres

- Natasa Mavronicola, *Torture, Inhumanity and Degradation under Article 3 of the ECHR: Absolute Rights and Absolute Wrongs* (Hart Publishing 2021).
- (avec Laurens Lavrysen) *Coercive Human Rights: Positive Duties to Mobilise the Criminal Law under the ECHR* (Hart Publishing 2020).

2. Articles/chapitres de livres

- ‘The Case Against Human Rights Penalty’ (2024) 44(3) *Oxford Journal of Legal Studies* 535-562.
- ‘Human Rights and the Righting of “Historical” Wrongs’ (2023) 74(1) *Northern Ireland Legal Quarterly* 192–208.
- (avec Elaine Webster) ‘Strip Searches Through the Lens of the Prohibition of Inhuman and Degrading Treatment in European Human Rights Law’ dans Tom Daems (ed), *Body Searches and Imprisonment* (Palgrave Macmillan 2023).
- ‘The Future is a Foreign Country: State (In)Action on Climate Change and the Right against Torture and Ill-Treatment’ (2022) 6(2) *Europe des droits et libertés* 211-237.
- ‘*Bouyid v Belgium*: The “Minimum Level of Severity” and Human Dignity’s Role in Article 3 ECHR’ (2020) 1(1) *The European Convention on Human Rights Law Review* 105-124.
- ‘Taking Life and Liberty Seriously: Reconsidering Criminal Liability under Article 2 of the ECHR’ (2017) 80(6) *Modern Law Review* 1026–1051.
- ‘Is the Prohibition against Torture and Cruel, Inhuman and Degrading Treatment Absolute in International Human Rights Law? A Reply to Steven Greer’ (2017) 17(3) *Human Rights Law Review* 479-498.
- (avec Kanstantsin Dzehtsiarou) ‘Relationship between Constitutional/Supreme Courts and the ECtHR’ dans *Max Planck Encyclopedia of Comparative Constitutional Law* (OUP 2017).
- ‘Crime, Punishment and Article 3 ECHR: Puzzles and Prospects of Applying an Absolute Right in a Penal Context’ (2015) 15(4) *Human Rights Law Review* 721-743.
- (avec Francesco Messineo) ‘Relatively Absolute? The Undermining of Article 3 ECHR in *Ahmad v UK*’ (2013) 76(3) *Modern Law Review* 589-603.
- ‘*Hirsi Jamaa v Italy*: Human Rights and Expulsion on the High Seas’ (2012) 1(2) *Cyprus Human Rights Law Review* 198-212.
- ‘What is an “absolute right”? Deciphering Absoluteness in the Context of Article 3 of the European Convention on Human Rights’ (2012) 12(4) *Human Rights Law Review* 723-758.

VIII. Langues

Langue	Lu	Écrit	Parlé	Quel a été le mode d'acquisition?
Grec	Courant (bilingue)	Courant (bilingue)	Courant (bilingue)	Langue maternelle
Anglais	Courant (bilingue)	Courant (bilingue)	Courant (bilingue)	Niveau d'études et expérience professionnelle (enseignement et recherche)
Français	Avancé	Intermédiaire	Intermédiaire	Niveau d'études (A Level) et utilisation
Espagnol	Débutant	Débutant	Débutant	Niveau d'études
Allemand	Débutant	Débutant	Débutant	Niveau d'études
Italien	Débutant	Débutant	Débutant	Niveau d'études

IX. Autres informations pertinentes

a. Prix de recherche

- Prix pour le droit «Constantinos Emilianides» 2022, décerné par la Cyprus Review pour la monographie *Torture, Inhumanity and Degradation under Article 3 ECHR: Absolute Rights and Absolute Wrongs*.
- Prix Society of Legal Scholars Peter Birks Book Prize for Outstanding Legal Scholarship pour la monographie *Torture, Inhumanity and Degradation under Article 3 ECHR: Absolute Rights and Absolute Wrongs*.
- Prix de l'Université de Birmingham 2019 pour un impact international exceptionnel, pour avoir apporté des éclaircissements sur la politique des Nations unies sur l'interdiction de la torture.

b. Portée de la recherche

- Mes travaux universitaires ont été cités dans 462 ouvrages académiques et dans des opinions séparées émises par des juges de la Cour européenne des droits de l'homme dans les affaires *Svinarenko et Slyadnev c. Russie* [GC] (nos 32541/08 et 43441/08, 17 juillet 2014), *Savran c. Danemark* [GC] (no 57467/15, 7 décembre 2021), *YP c. Russie* (n ° 43399/13, 20 septembre 2022), et *Semenya c. Suisse* (n ° 10934/21, 11 juillet 2023).

X. Amélioration des compétences linguistiques

Si vous ne possédez pas le niveau de compétence linguistique requis pour exercer les fonctions de juge dans une langue officielle, veuillez confirmer votre intention de suivre des cours accélérés de la langue concernée avant et, le cas échéant, au début de votre prise de fonction si vous êtes élue juge à la Cour.

Oui, je confirme.

XI. Résidence à Strasbourg

Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg si vous êtes élue juge à la Cour.

Oui, je confirme.

Annexe 3 Annexe 3 – Curriculum vitae de Mme Margarita PAPANTONIOU

I. État civil

Nom, prénom: PAPANTONIOU, Margarita

Sexe: féminin

Date et lieu de naissance: le 23 mai 1984 à Nicosie

Nationalité: chypriote

II. Études et diplômes, et autres qualifications

Octobre 2014 – Décembre 2023 : **Doctorat en Études Professionnelles (Droit)** Université de Middlesex, Londres, Royaume-Uni ▪ Sujet de la thèse doctorale: «*La cyberfraude: enquête sur les questions de droit substantiel, procédural et probatoire à Chypre.*»

Décembre 2013 – Programme de Formation en Médiation (40 heures)

Septembre 2009 – Certificat Européen sur la Cybercriminalité et les Preuves Électroniques – Niveau de Base pour les juges, avocats et procureurs.

Septembre 2006 – Juillet 2007 Master 2 «Droit de l'Union Européenne, Spécialisation: Droits de l'Homme» Université de Strasbourg, France

Septembre 2005 – Juin 2006 **Cours professionnel du Barreau** BPP Law School, Londres, Royaume-Uni

Septembre 2002 – Juin 2005 **LL.B (Hons)** Université de Bristol, Royaume-Uni

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités judiciaires

Depuis juin 2019, j'ai été nommée juge à la Cour administrative de protection internationale (IPAC) de Chypre et, depuis septembre 2022, j'ai l'honneur de servir en tant que président administratif du Tribunal, supervisant ses fonctions judiciaires et administratives. Mon parcours au sein du Tribunal, depuis sa création – en tant que l'un des trois premiers juges nommés – a été marqué par des défis majeurs. Piloter l'organisation d'un tribunal nouvellement fondé, naviguer à travers une jurisprudence nationale limitée en matière de protection internationale et faire face à l'augmentation rapide des demandes d'asile à Chypre ont été parmi les défis les plus pressants.

Ce rôle pionnier a présenté des défis majeurs, notamment la rédaction de décisions novatrices, l'établissement de la compétence de la Cour et l'interprétation des instruments et des règles de droit pertinents du régime d'asile européen commun (RAEC), sans orientation préalable des juridictions supérieures. À cet égard, la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union Européenne (CJUE) et de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a fourni des éclairages précieux pour l'interprétation des normes applicables.

Au cours de cette période, j'ai traité plus de 4 300 affaires, dont plus de 3 600 ont été clôturées (2 049 annulations, 1 660 décisions rendues), principalement dans les domaines de la protection internationale et du droit de l'immigration. Plusieurs de ces décisions ont joué un rôle déterminant dans l'élaboration de la jurisprudence nationale et l'établissement de précédents juridiques clés. Pour faire face à ce volume d'affaires, j'ai appliqué des procédures accélérées pour les demandes manifestement infondées et collaboré avec des experts en recherche afin de collecter et d'évaluer des informations sur les pays d'origine en lien avec les allégations des requérants. J'ai rendu des décisions sur des affaires sensibles et complexes, en particulier dans les cas impliquant des demandeurs vulnérables et des mineurs, tout en traitant des questions juridiques inédites concernant l'interprétation des directives européennes et sur la compétence de la Cour.

Dans le cadre d'une évolution juridique majeure, j'ai adressé la première demande de décision préjudicielle à la CJUE afin d'obtenir des clarifications sur des points cruciaux du droit de l'Union (C-454/23). J'ai également été le premier juge à accorder le statut de réfugié à un demandeur palestinien résidant dans la bande de Gaza, à la suite d'une analyse juridique approfondie au regard des clauses d'exclusion de la Convention de Genève. De plus, j'ai octroyé le statut de réfugié à des demandeurs provenant de pays non sûrs, sur la base des motifs prévus par la législation nationale.

J'ai adopté une approche judiciaire proactive en menant des entretiens en personne avec les demandeurs au sein de la salle d'audience afin d'évaluer leur crédibilité et de procéder à une évaluation ex nunc de leur demande de protection internationale. Mes fonctions judiciaires incluent également l'évaluation des nouvelles preuves soumises par les requérants, la décision sur leur admissibilité et l'analyse de leur valeur probante selon les règles de droit de la preuve.

Tout au long des procédures judiciaires, je veille rigoureusement à la protection des droits fondamentaux des requérants, en garantissant un environnement sécurisé où l'accès à la justice est préservé et où les droits procéduraux sont scrupuleusement respectés. Mes responsabilités juridictionnelles couvrent tous les aspects de la protection internationale, notamment l'examen des recours contre les décisions rendues par le Service d'asile ou d'autres autorités administratives, le contrôle des recours contre les ordonnances de détention, ainsi que l'évaluation des demandes d'aide juridictionnelle.

En plus de mes fonctions judiciaires, je participe activement à des formations continues et à des conférences juridiques afin de rester informée des évolutions jurisprudentielles et des meilleures pratiques en matière de protection internationale et de droits de l'homme.

b. Description des activités juridiques non judiciaires

De 2008 à 2019, j'ai exercé la profession d'avocat à Chypre, où mes responsabilités comprenaient le conseil aux clients sur des questions de droit civil et pénal, ainsi que leur représentation devant les tribunaux. J'ai rédigé des actes de procédure et d'autres documents juridiques, tout en fournissant des avis juridiques sur des questions de droit administratif et de droit des sociétés à Chypre. Durant cette période, j'étais membre du Barreau de Chypre. Parallèlement, j'ai exercé en tant que consultante juridique à temps partiel pour Tipik (www.tipik.eu), avec une spécialisation sur les questions liées à l'Union européenne. Dans ce cadre, j'ai réalisé des évaluations de conformité de la législation nationale transposant des directives européennes pour le compte de différentes directions générales de la Commission européenne. Notamment, j'ai évalué la transposition de la directive 2010/64/UE (droit à l'interprétation et à la traduction dans les procédures pénales), de la directive 2009/52/CE (sanctions à l'encontre des employeurs d'étrangers en séjour irrégulier) et de la directive 2013/36/UE (CRD IV) pour Chypre.

Entre 2012 et 2019, j'ai occupé le poste de collaboratrice scientifique et enseignante à l'Université européenne de Chypre, où j'étais chargée d'élaborer les programmes de cours et d'enseigner aux étudiants de l'École de droit des matières telles que le droit pénal, le droit de la preuve, la procédure pénale, la délinquance juvénile et le droit des établissements pénitentiaires. J'ai également assuré des cours sur les infractions économiques aux étudiants en droit de deuxième cycle. Par ailleurs, j'ai exercé en tant que conseillère juridique externe auprès de la Commission des valeurs mobilières de Chypre (2018–2019), en fournissant des avis sur des questions de droit administratif et en supervisant la rédaction des procès-verbaux des réunions.

Depuis 2019, dans le cadre de mes fonctions judiciaires, j'interviens également en tant que formatrice et conférencière sur divers sujets juridiques. En février 2023, j'ai présenté un exposé sur le droit de la protection internationale lors d'une conférence organisée par le Barreau de Chypre. En mars 2023, j'ai participé en tant qu'experte judiciaire à un atelier de l'Agence de l'Union européenne pour l'asile (EUAA) au Caire, en Égypte. En novembre 2023, j'ai également donné une conférence aux étudiants en droit de l'Université européenne de Chypre, intitulée «Méthodologie du droit: la perspective d'un juge».

Par ailleurs, j'ai contribué en tant que formatrice au projet CHILDFront, cofinancé par l'Union européenne, dans le cadre duquel j'ai élaboré des supports sur les procédures adaptées aux enfants dans la justice administrative, pour les affaires impliquant des mineurs ou concernant leurs intérêts. Ces supports comprenaient des textes, des ressources juridiques et des présentations, qui ont été mis en ligne sur une plateforme spécialisée et dispensés aux juges lors de sessions de formation à distance et en présentiel en Grèce.

c. Description des activités professionnelles non juridiques

J'occupe actuellement le poste de présidente administrative de la Cour administrative de protection internationale (IPAC), combinant ainsi mes fonctions judiciaires avec des responsabilités administratives et la gestion globale de la Cour. Dans ce cadre, j'ai également la responsabilité d'entretenir des relations avec des représentants de la Commission européenne, de l'Agence de l'Union européenne pour l'asile (EUAA) et du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

J'ai été désignée point de contact national (PCN) de Chypre auprès de l'EUAA par la Cour suprême de Chypre. Cette fonction implique de participer au partage d'informations, aux consultations et aux échanges de connaissances, ainsi qu'à assister aux réunions annuelles de la section «Cours et tribunaux» de l'EUAA.

Dans mes doubles fonctions de présidente administrative et de PCN, j'ai activement contribué à l'organisation de conférences judiciaires à Chypre, en collaboration avec l'EUAA et l'Association des juges administratifs européens (AEAJ). J'ai facilité la participation de nombreux juges issus de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) ainsi que de divers États membres.

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

J'ai poursuivi mes études de master en droits de l'homme à l'Université de Strasbourg en France. Durant cette période, j'ai eu le privilège d'effectuer un stage de trois mois auprès de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), où j'ai pu me familiariser avec l'environnement de la Cour, ses procédures, et assister à plusieurs audiences de grande importance. Tout au long de ma carrière professionnelle, les droits de l'homme ont occupé une place centrale dans les affaires que j'ai traitées, influençant tant le fond des dossiers que les aspects procéduraux des audiences.

Par ailleurs, j'ai eu l'opportunité de présenter et d'analyser des questions relatives aux droits de l'homme en enseignant divers cours de premier cycle à l'European University Cyprus, en particulier dans les domaines du droit pénal et du droit de la preuve. En outre, en tant que juge auprès du Tribunal administratif de protection internationale (IPAC), je veille à ce que les droits fondamentaux des requérants soient respectés à toutes les étapes de la procédure, des audiences judiciaires à l'évaluation des demandes de protection internationale. Dans les cas où ces demandes sont rejetées, je m'assure scrupuleusement du respect du principe de non-refoulement, garantissant ainsi que les individus ne soient pas renvoyés vers leur pays d'origine en violation de leurs droits fondamentaux.

V. Activités publiques

a. Postes dans la fonction publique

b. Mandats électifs

c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique

VI. Autres activités (domaine, durée, fonctions)

a. Domaine

b. Durée

c. Fonctions

VII. Travaux et publications

- **Chapitre:** «Economic Fraud Crimes on the Internet: Development of New 'Weapons' and Strategies to Annihilate the Danger» dans EU Internet Law (Synodinou T et al. (éds)), Springer Nature, 2017 (sous presse).
- **Chapitre:** «Poursuite des délinquants mineurs à Chypre: lacunes législatives, pratiques et défis» dans Droit et criminologie: essais en l'honneur du professeur James Farsedakis, Nomiki Vivliothiki, 2017 (en grec).
- **Article de revue:** «Criminalisation de l'immigration et détention des ressortissants de pays tiers: Légalisation par la directive 2008/115/CE?» Entha EUC Publications, <http://entha.euc.ac.cy/index.php/entha/article/view/20>, (en grec), 2015.
- **Chapitre:** «Protection de la religion et liberté d'expression en droit pénal», dans Liberté d'expression des journalistes et caricaturistes (T. Synodinou/ Ph. Jougoux/I. Aktipis (éds)), Sakkoulas, 2016 (en grec).

– Conférences et présentations

- Asile aux frontières de l'Europe: Réalités et défis juridiques, organisé par l'Université de Lund, Suède, 11-12 mai 2017. Titre de la présentation: «La formation du droit d'asile à Chypre».
- Programme Erasmus de mobilité enseignante – Présentations aux niveaux licence et master à l'Université de Lund en Suède (2015) et à l'Université Nationale et Kapodistrienne d'Athènes (2017).
- Université Européenne de Chypre, 2 mai 2017, Législation, politiques et pratiques pour la prévention de l'exploitation sexuelle des enfants. Titre de la présentation: «Aspects juridiques dans les affaires de violence sexuelle contre les enfants: développements récents».
- Conférence sur le droit pénal et la procédure pénale, organisée par l'Université Européenne de Chypre, 25 mars 2017. Titre de la présentation: «Les pouvoirs des enquêteurs en matière de perquisition et d'arrestation et les droits des personnes arrêtées en vertu du droit chypriote».
- Chercheuse associée sur la criminalité pharmaceutique à Chypre – Université d'Osnabrück, Allemagne (2016).
- Conférence organisée par l'Université de Chypre et l'Université Européenne de Chypre – «Liberté d'expression après les attentats contre le journal Charlie Hebdo». Titre de la présentation: «Protection de la religion et liberté d'expression en droit pénal».
- Participation à la Conférence annuelle sur la psychologie et le droit (2012). Sujet présenté: «Ethnicité de l'accusé et sévérité des peines dans les tribunaux de district à Chypre» (Dr Andreas Kapardis, Dr Nicola Padfield, Margarita Papantoniou).
- Participation à la Conférence annuelle de la Société Européenne de Criminologie (septembre 2012). Sujet présenté: «Mesurer les décisions judiciaires en matière de peine – Étude de cas à Chypre» (Dr Andreas Kapardis, Dr Nicola Padfield, Margarita Papantoniou).

VIII. Langues

Langue	Lecture	Écriture	Expression orale
Langue maternelle:			
Grec	Très bon	Très bon	Très bon
Langues officielles:			
Anglais	Très bon	Très bon	Très bon
Français	Très bon	Très bon	Très bon

IX. Autres informations pertinentes

...

X. Dans le cas où vous n'auriez pas le niveau de compétence linguistique requis pour le poste de juge dans une langue officielle, veuillez confirmer votre intention de suivre des cours intensifs de la langue concernée avant, et si nécessaire également au début de votre mandat, si vous êtes élue juge à la Cour

Dans l'hypothèse où mon niveau de compétence linguistique ne satisferait pas aux exigences du poste de juge dans une langue officielle, je confirme mon intention de suivre des cours intensifs avant et, si nécessaire, au début de mon mandat.

Cependant, je considère que je réponds aux exigences de compétence linguistique pour le poste, tant en anglais qu'en français, mais je confirme mon engagement à suivre des cours intensifs avant ma prise de fonction, si je suis élue juge à la Cour.

XI. Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg si vous êtes élue juge à la Cour

Je confirme que je prendrai ma résidence permanente à Strasbourg si je suis élue juge à la Cour.